



Au cœur d'un hiver sous tensions où l'hôpital public est toujours aussi performant, les arbitrages budgétaires prévus risquent de l'affaiblir, en contradiction avec les engagements de la LFSS

Paris, le 13 janvier 2026

- Dans un contexte difficile, les hôpitaux publics tiennent bon et s'organisent pour faire face à la pression exercée sur leurs services. D'après l'enquête flash conduite par la FHF auprès de 216 établissements, **le nombre de passage aux urgences a cru dans la moitié des établissements** par rapport aux niveaux constatés l'année passée. Au total, ce sont **a minima 28 établissements qui ont déclenché le plan blanc**.
- Aujourd'hui, **le premier risque sur les établissements est budgétaire** si le gouvernement maintient les arbitrages prévus à ce stade. **Il est impératif que les pouvoirs publics renoncent au gel des dotations. Le gouvernement doit également revoir ses prévisions d'activité à la baisse** afin de ne pas priver l'hôpital public de 150 millions d'euros absolument nécessaires pour soutenir les activités sous-financées qu'assume l'hôpital public.

UN HIVER DE TENSIONS QUI DÉMONTRE ENCORE UNE FOIS TOUTE LA PERFORMANCE ET L'ENGAGEMENT DE L'HÔPITAL PUBLIC AU SERVICE DE NOTRE SANTÉ

Les hospitaliers ont l'habitude de s'organiser pour absorber des perturbations de l'offre de soins hors de l'hôpital, y compris dans le cadre du mouvement social actuel des médecins libéraux. Cependant, celui-ci intervient dans **un contexte cumulatif de pic épidémique et de vague de froid qui a accentué la pression sur les établissements publics**.

L'enquête flash conduite par la FHF auprès de 216 établissements témoigne d'une **situation gérable malgré plusieurs points de fragilités** :

- Une **saturation des lits**, notamment en médecine pour les personnes âgées ;
- Une **faible disponibilité de l'aval** et des difficultés à organiser les sorties avec une tension signalée comme plus tendue que d'habitude, ce qui peut amener un engorgement des urgences, même sans hausse majeure des passages ;
- Une **sollicitation accrue de la régulation du SAMU/SAS** pour orienter les patients ;
- Des **capacités de réanimation/soins critiques en tension**.

Au total, l'enquête souligne **une hausse de l'activité aux urgences dans un établissement sur deux** la semaine passée. Face à ces tensions, on recense **108 hôpitaux publics dans le dispositif « hôpital en tension » et 28 ayant déclenché un plan blanc** (vs. 31 en 2024 et 2025).

Surtout, nous constatons encore une fois **un vrai manque de solidarité dans certains territoires**, conjugué au poids exorbitant de la permanence des soins assumée par le service public.

Le débat n'est donc pas de savoir si l'hôpital public fonctionne : il démontre chaque jour sa capacité à répondre aux besoins de la population, y compris dans des contextes fortement contraints. **Ce sont les choix d'exécution budgétaire, et non la performance des établissements, qui conditionnent aujourd'hui la capacité du système à tenir dans la durée.**

LA PRIORITÉ : QUE LES ARBITRAGES BUDGÉTAIRES SOIENT COHÉRENTS AVEC LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE PARLEMENT DANS LA LFSS 2026

Pour rappel, par rapport à l'ONDAM initialement présenté à l'automne, la FHF avait chiffré à 1,1 milliard d'euros le besoin de financement supplémentaire nécessaire aux hôpitaux publics pour maintenir la tête hors de l'eau. Finalement, le gouvernement a donc choisi d'abonder l'ONDAM de 850 millions d'euros supplémentaires pour permettre à nos établissements de rester à flots.

Pour autant, en dépit de ce relatif satisfecit, **la campagne budgétaire reste extrêmement tendue**. En totale contradiction avec les hypothèses faisant consensus, le gouvernement a choisi de tabler sur une hausse d'activité de 2,7 %. Cette hypothèse aura pour effet d'entraîner une consommation intégrale de l'abondement de 850 millions d'euros pour garantir des tarifs stables.

Ce au détriment du financement spécifique dont certaines activités de santé publique prioritaires ont pourtant cruellement besoin. Si ces orientations sont confirmées, il n'y aura plus aucune marge de manœuvre pour soutenir de façon adéquate les activités sous-financées, et les missions financées par dotations et non à l'activité : les urgences, la recherche, l'enseignement, la permanence des soins, la psychiatrie publique, etc.

Les arbitrages prévus sur le plan médico-social ne sont pas plus satisfaisants. Les taux de progression prévus sont inférieurs à 1 % tandis que les cotisations retraites versées par les employeurs augmentent de 4 % (sans compensation intégrale).

Nous formulons trois demandes pour que les arbitrages budgétaires reflètent les engagements pris par le Parlement.

- 1. Le Gouvernement doit impérativement renoncer au gel prévu des dotations (de l'ordre de 100 millions d'euros).** Ce gel revient mécaniquement à focaliser l'effort d'économie sur l'hôpital public. Ce qui aurait pour effet de renoncer à financer des engagements pris par le Gouvernement lui-même : revalorisation des astreintes, soutien aux urgences, à la psychiatrie — pourtant reconduite comme Grande Cause nationale.
- 2. Le Gouvernement doit revoir à la baisse ses prévisions d'activité 2026 pour les établissements de santé, aujourd'hui fixées à + 2,7 %.** Ce niveau ne correspond ni aux dynamiques observées sur le terrain, ni aux prévisions initialement retenues par le ministère de la Santé. Une hypothèse d'activité à + 2,5 % serait plus réaliste. Quel que soit le scénario retenu, il est impératif que les tarifs soutiennent les activités prioritaires ou structurellement sous-financées : la médecine complexe, la chirurgie de recours, les greffes, la cancérologie lourde, les soins palliatifs et la pédiatrie particulièrement.
- 3. Enfin, il est temps de regarder en face les déséquilibres structurels qui pèsent sur l'hôpital public.** C'est pourquoi nous demandons avec force **la publication rapide du rapport IGAS sur le sous-financement du Ségur et le lancement d'une mission sur les inégalités socio-fiscales entre établissements médico-sociaux publics et privés**. La vérité doit être faite sur la réalité des contraintes exorbitantes qui pèsent sur le service public.